



PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le - 9 AVR. 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
SPE/RH

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est,
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,*

VU le Code de l'environnement, notamment son article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 octobre 1989 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE dans son établissement situé 4, rue Lavoisier à CHASSIEU ;

VU le rapport du 19 décembre 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 6 mars 2019 dans le respect des dispositions de l'article L. 514-5 du Code de l'environnement auquel l'exploitant n'a pas donné suite ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement exploité par la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE, a permis à l'inspection des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- l'absence d'un bac de coupure ou d'un dispositif de disconnexion permettant d'assurer la protection du forage,
- la présence d'un écoulement d'eau polluée provenant d'une vanne située au bas de la cheminée d'éjection des émissions atmosphériques issues des bains de traitement ;

CONSIDÉRANT, donc que la société HIT TRAITEMENT DE SURFACE ne respecte pas, pour son établissement de CHASSIEU, les dispositions des § 4.7 et 6.1.3 de l'article 2 de l'arrêté du 4 octobre 1989 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en outre, l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

La société HIT TRAITEMENT DE SURFACE, 4, rue Lavoisier à CHASSIEU, est mise en demeure :

- de mettre en conformité la protection de son forage dans un délai de 4 mois. Pour ce faire, elle justifiera l'installation d'un dispositif de disconnexion et la mise en place d'une procédure de vérification périodique des dispositifs de protection,
- dès que possible, de faire cesser l'écoulement d'eau polluée provenant d'une vanne située au bas de la cheminée d'éjection des émissions atmosphériques issues des bacs de traitement, et de procéder au nettoyage des sols extérieurs.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Publicité (article R. 171-1 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon : la requête peut être déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CHASSIEU,
- à l'exploitant.

Lyon, le

- 9 AVR. 2019

Pour le préfet,
Le Préfet,
Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint,


Clément VIVÈS

